

Politique | Pyrénées-Atlantiques: Etat et Département alliés contre la pauvreté



Alors que la France compte 8,8 M de personnes pauvres, le département des Pyrénées-Atlantiques observe un taux de pauvreté à 12,1% (chiffre INSEE 2015). Il fait ainsi un peu mieux que la moyenne nationale, et s'inscrit avec le département des Landes dans le haut du tableau régional quant à la « non pauvreté » de ses habitants. Pas de quoi bien sûr s'en satisfaire pour la collectivité locale et l'Etat qui viennent de signer, ce lundi 17 juin un plan départemental de lutte contre la pauvreté. Ce document, qui est en réalité la déclinaison territoriale de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté présenté en septembre dernier par Emmanuel Macron, a été travaillé « en concertation et co-construction entre les services de l'Etat, et du Département ainsi qu'avec les différents partenaires locaux de l'Emploi et de l'Insertion », indique Eric Spitz, préfet des Pyrénées-Atlantiques. Objectif de ce plan : flécher des financements nationaux sur les politiques départementales de solidarité et surtout d'insertion.

Au niveau national ce sont 8,5 Mds € qui sont promis dans le cadre de la Stratégie de lutte contre la pauvreté. Du point de vue départemental, l'apport de l'Etat dans la mise en œuvre territoriale de cette stratégie s'élève à 558 728 €. Cette enveloppe globale est répartie entre 4 grands objectifs partagés entre Etat et Département que sont l'accueil social de proximité, l'insertion des bénéficiaires du RSA, la mise en place d'un référent de parcours pour les personnes en difficultés, et l'accompagnement des jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance, afin d'éviter les sorties dites « sèches » de la structure. A cela s'ajoute un 5ème axe qui permet à l'Etat de soutenir des actions ou des modalités d'intervention innovantes mises en place par le département des Pyrénées-Atlantiques dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la pauvreté.

Un Plan départemental d'Insertion dans les clous du plan contre la pauvreté

Pour Jean-Jacques Lasserre, Président du Conseil départemental 64, « c'est sans aucune difficulté que nous avons accepté d'être partenaires de cette opération. Ce sujet de la lutte contre la pauvreté et pour l'insertion entre non seulement dans nos compétences mais dans la culture de notre département. Pour preuve majorité et

opposition y trouvent des points de rencontres. Et cela correspond malheureusement aussi à une situation départementale qui connaît des phénomènes de pauvreté, en partie aussi en raison de l'attractivité de notre territoire. »

Un département des Pyrénées-Atlantiques qui a d'ailleurs profité de la réforme territoriale pour mettre en place de nouveaux modes de faire et une nouvelle organisation de sa politique d'action sociale, précise Anne-Marie Bruthe, conseillère départementale déléguée à l'insertion. Le Programme Départemental d'Insertion (PDI) en est d'ailleurs l'émanation et sa déclinaison en Pactes Territoriaux Locaux d'Insertion, sa concrétisation sur les territoires du département. Avec pour axe fort l'alliance entre insertion sociale et insertion professionnelle, ce PDI entre dans les clous du plan départemental de lutte contre la pauvreté signé lundi à la préfecture de Pau.

« Donner une perspective d'émancipation par le travail »

En effet, concernant l'accueil inconditionnel de proximité (axe 1 du plan départemental de lutte contre la pauvreté) le Département consacre déjà près de 1,5M€. L'apport de l'Etat, à hauteur de 110 000€ par an permettra notamment au département d'assurer une formation des agents sur cet accueil de personnes en difficultés afin de leur fournir le plus en amont possible conseils et orientation adaptée. Une enveloppe permettant aussi à la collectivité locale d'expérimenter un nouveau logiciel facilitant les contacts et prises de rendez-vous.

Sur la mise en place d'un "référént de parcours" qui aura vocation à garantir aux personnes le nécessitant un accompagnement social global de qualité et sans rupture entre les différents interlocuteurs, l'Etat viendra abonder de 80 000 € l'enveloppe départementale de 3,7M € dédiée au personnel assurant cette mission.

Sur le volet relatif à l'insertion des bénéficiaires du RSA, le plan de lutte contre la pauvreté a pour objectif de permettre une prise en charge rapide (dans le mois) des nouveaux bénéficiaires et de renforcer leur accompagnement global afin notamment « de donner une perspective d'émancipation par le travail à chaque personne en situation de pauvreté ». Sur cet item, le PDI a inscrit une charge de 6M€ pour le Département qui se verra désormais accompagné par l'Etat à hauteur de 197 950€ par an.

Mise en exergue de nouvelles façons de faire

Enfin, sur la question de la prévention des sorties sèches de l'Aide Sociale à l'Enfance (qui concerne près de 200 jeunes majeurs dans les Pyrénées-Atlantiques en 2019), un dispositif est pré-existant dans le Département. Celui-ci permet, tout comme le prévoit le plan de lutte contre la pauvreté, un accompagnement des jeunes sortant de l'ASE sur l'ensemble des aspects de leur vie quotidienne, à travers les contrats jeunes majeurs (pour un coût de 5 M€ pour le département) et un accompagnement par l'Association départementale d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance des Pyrénées-Atlantiques, subventionnée par la collectivité départementale à hauteur de 40 000 €. A ces deux enveloppes, l'Etat apporte un soutien de 77 200 € au regard du nombre de jeunes confiés à l'ASE ayant atteint ou allant atteindre la majorité en 2019.

Quant au volet relatif à l'accompagnement des initiatives départementales, c'est une enveloppe de 94 000 € que l'Etat confie au Département de Jean-Jacques Lasserre. Sont visées ici, des expérimentations d'actions innovantes sur les différents territoires des Pyrénées-Atlantiques telles que « des ateliers collectifs de technique et recherche d'emploi sur le territoire » pratiqués par le SDSEI (Services Départementaux des Solidarités et de l'Insertion) de l'agglomération de Pau, « un bus social itinérant » qui couvre le périmètre du SDSEI Pays des Gaves ou encore « le Rallye pour l'emploi » développé dans le Haut-Béarn. De nouvelles façons de faire territoriales ainsi mises en exergue et qui pourront être généralisées sur l'ensemble du département si elles font preuve de leur efficacité.



Solène Méric

Crédit Photo : Aqvi.fr
Publié sur aqvi.fr le 18/06/2019
[Url de cet article](#)